Coupes budgétaires



La politique culturelle du nouveau

gouvernement

Les restrictions budgétaires du cabinet FIDESZ-KDNP touchent gravement le secteur culturel. Le gel du budget est le premier pas vers une perte d'autonomie de ce secteur, qui souffrira bientôt concrètement de la baisse des subventions.

Fin juin, László Harsányi a demandé à quitter ses fonctions de Président du Fond Culturel National (NKA). Il a expliqué sa décision par le fait que le gouvernement avait déclaré vouloir réduire de 2 milliards de HUF le budget de cette organisation. En effet, en juin, le nouveau cabinet a choisi de bloquer 40 milliards de HUF du budget de 2010, somme sur laquelle le Ministère des Ressources Nationales (NEFMI) doit chercher à faire le maximum d'économie, soit au total 11 milliards de HUF, dont les 2 milliards du NKA.

Néanmoins le NKA fonctionne comme une institution indépendante du gouvernement qui reverse ainsi 90% des revenus de la loterie au secteur culturel. Actuellement les commissions autonomes à la tête des différents départements du NKA ont un pouvoir de décision sur les principales questions financières concernant le secteur dont ils gèrent le financement.

Les acteurs du secteur culturel ont déjà critiqué la décision du gouvernement de regrouper au sein du même portefeuille ministériel trois secteurs qui souffrent d'un manque de financement: l'éducation, la santé et la culture. A la suite de l'annonce

sur cette restriction budgétaire, ils craignent la baisse d’autonomie du NKA.

Le gouvernement a chargé le NEFMI du contrôle de l’organisation, cependant le ministre, Miklós Réthelyi, n’a pas encore précisé sa stratégie en matière culturelle. Seul le secrétaire d’État chargé de la culture, Géza Szôcs, a-t-il fait référence à l’avenir du NKA, organe majeur du financement du secteur culturel en Hongrie, et ce bien qu’il ne puisse nullement influencer l’activité de cet organisme. «Le gouvernement ne souhaite pas complètement supprimer le NKA» – a-t-il déclaré dans une interview accordée au site d’informations Index. Il a toutefois par ailleurs déclaré qu’«un ministère doit pouvoir décider du subventionnement des livres, des films et des musées, ainsi est-il inutile de maintenir une structure spécifique, dont les coûts de fonctionnement sont en outre élevés».

Les 2 milliards de HUF en question représentent presque un quart du budget annuel du NKA qui a déjà dépensé la majorité de ses ressources pour 2010, ainsi ne sont-ils plus en mesure d'allouer des fonds supplémentaires aux différents secteurs culturels. Cette restriction pénalisera surtout le secteur des livres, ce qui est assez ironique, le secrétaire d'État à la culture étant poète et attachant une attention toute particulière à ce secteur, et mettra surtout en danger la réalisation du programme Márai de promotion de la lecture, soutenu par Géza Szôcs. Selon László Harsányi, président démissionnaire du NKA interrogé par le quotidien Népszabadság, il est difficile d’imaginer que ce programme, nécessitant un budget d’un milliard de HUF, pourra être maintenu cette année. Ainsi plusieurs conférences et festivals littéraires seront-ils annulés et les maison d’édition, déjà sérieusement touchées par la récession économique prévoient des faillites dans le secteur.

Selon les informations de l’hebdomadaire Magyar Narancs, les plus grands festivals, comme le Festival de Printemps de Budapest et le Festival d’Automne, aussi bien que le secteur du cinéma seront touchés par des coupes budgétaires significatives. Ainsi les différents départements des fonds culturels ont changé leur tactique. La commission chargée de la photographie et celle dédiée au théâtre cherchent désormais à distribuer les ressources disponibles au plus vite, de peur de restrictions supplémentaires.

Ainsi, seuls les musées pourront-ils profiter des propositions récentes du gouvernement FIDESZ-KDNP. En effet, si le Parlement accepte la modification de la loi, les musées départementaux pourront se voir réattribuer le droit de mener des fouilles. L’ancien portefeuille ministériel, dirigé par István Hiller (MSZP), avait

centralisé l’activité archéologue il y a trois ans, établissant le Service de Protection de l’Héritage Culturel (Kulturális Örökségvédelmi Szakszolgálat, KÖSZ). Depuis lors, la question des fouilles causait des débats continuels car il s’agit de la gestion de plusieurs milliards de HUF de budget. Cette somme provient des entreprises du BTP obligées de verser 0,009% de leur dépenses pour sauvegarder les trésors archéologiques dont regorge le sous-sol du pays. Malgré cette proportion minuscule, il s’agit d’une véritable fortune dans le cas de la construction d’une autoroute par exemple. Ainsi les musées locaux cherchent-ils à récupérer ces revenus depuis 2007. Alors que le KÖSZ et les institutions locales ont rarement collaboré, on peut donc désormais douter que les musées, qui manquent cruellement de ressources, dépensent l’intégralité de ces revenus dans des buts scientifiques. Les municipalités considèrent par ailleurs qu’il serait naturel que les institutions complètent leur budget par cet argent dédié à l’archéologie.

Le gouvernement a également établi une commission d’enquête au sein de la commission culturelle du Parlement et présidé par le député Fidesz Dénes Gulyás, afin d’étudier les affaires suspectes. Il menèra par exemple une enquête sur le Théâtre Erkel dont le gouvernement précédent a décidé la démolition, chiffrée à quelque 80 milliards (!) de HUF. Il portera en outre toute son attention sur le projet du Design Terminal sur Erzsébet tér, une ancienne gare routière reconvertie en centre de design international et dont le bâtiment, modernisé pour 460 millions de HUF est resté vide et attend ainsi son ouverture depuis 2006. Son inauguration a été décalée d’année en année en se référant à des problèmes d’électricité. En janvier 2010, la police a débuté une enquête sur cette affaire.

Judit Zeisler

- 3 vues

Catégorie
Agenda Culturel